

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrières
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 3/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GSM

Parc Saint - Jean - Bât 1
ZAC du Mas de Grille
34433 Saint-Jean-de-Védas

Références : OM.2023
Code AIOT : 0006600508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement GSM implanté Deveze de Bouzanquet - Le Jal 30820 Caveirac. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de un an.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM

- Deveze de Bouzanquet - Le Jal 30820 Caveirac
- Code AIOT : 0006600508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Caveirac a une capacité de production annuelle de 600.000 tonnes de granulats calcaires. Elle dessert les marchés de proximité d'aménagements urbains et d'infrastructures routières. Sont également produits des matériaux destinés à réaliser des chaussées et plateformes drainantes, et des enrochements qui participent à la protection du littoral camarguais. (source : site internet de l'exploitant).

La carrière exploitée par GSM sur Caveirac joue également un rôle de bassin écreteur de crues pendant les épisodes cévenoles. Sa capacité finale de rétention en fin d'exploitation sera de l'ordre de 7 100 000m³, les cours d'eau interceptés sont ceux de « le Rianse », « le Jas » et « la Combe d'Aynarde ».

Actuellement pour parties, comme suite à cette rétention, la remise en cours d'eau des volumes stockés après précipitations se fait en coordination avec la communauté d'agglomération Nîmes Métropole.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse
- Plan de gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Approvisionnement eaux	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Plan de Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
3	Modification ICPE	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le Plan de Gestion des déchets d'extraction à mis en évidence la nécessité d'effectuer une étude de stabilité sur une verse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : approvisionnement eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Contrôle volumétrique de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau Les prélèvements d'eau dans le milieu proviennent exclusivement du pompage des eaux pluviales recueillies dans le fond de fosse d'extraction de la "devèze" et permettent : <ul style="list-style-type: none">• la lutte contre les poussières au niveau de l'installation de traitement, des zones de stockage et des pistes (arrosage par asperseurs fixes et par camion-citerne, brumisateurs sur l'installation de traitement),• le fonctionnement du brumisateur de chargement pour les camions non équipés de bâches,• le lavage des engins.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un registre des relevés volumétriques des eaux utilisées suivant l'article 4.1.1. Ce prélèvement est minime au vu du volume d'eau remis au cours d'eau hors période estivale (plus de 700 000m3 en janvier 2023) et garde une marge volumétrique de l'ordre de 1/6 prélevé en été. L'ensemble des prélèvements est fait en circuit fermé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Étude de stabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 16 bis Modifié par Arrêté du 24 avril 2017 - art. 3</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>(...)</p> <p>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p> <p>(...)</p> <p>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</p> <p>(...)</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 25/02/2022, il a été demandé à l'exploitant de compléter son Plan de Gestion de Déchets. Ce plan de gestion a été transmis par courrier du 21 juillet 2022 à l'inspection et a mis en évidence la nécessité d'effectuer une étude de stabilité sur la verse coté ouest. (voir document PGD version actualisée de juillet 2022 article 3.3.5 et 3.4 p9 et annexe en p6 et7)</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a précisé que cette étude avait été initiée, actuellement au stade des choix techniques et des prescriptions à mettre en place.</p> <p>L'exploitant produira suivant les prescriptions nécessaires un porter à connaissance (PAC) auquel sera joint l'étude de stabilité. Un arrêté préfectoral complémentaire intégrera les prescriptions nécessaires à l'arrêté d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modification ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modification d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification notable apportée à une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation (y compris enregistrement) doit être portée à la connaissance du préfet en vertu des articles L.181-14, R.181-46 et R.512-46-23 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique que l'installation fixe de transformation actuelle sera temporairement remplacée par une ou plusieurs installations mobiles dans l'attente de la mise en place de la nouvelle installation fixe en partie Nord. Un PAC commun ou séparé à celui précédemment évoqué sera établi par l'exploitant en ce sens.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet